

COLLÈGE INTERARMÉES
DE DÉFENSE



L'élargissement de l'OTAN dans les Balkans

**La guerre froide
est-elle réellement terminée ?**

Directeur de séminaire :
Monsieur Jean-Christophe ROMER
Sujet du séminaire : **La Russie**

Rédacteur : CEN Blondeau Claude
Division A – Groupe 5

Mars 2001

Fiche documentaire

1. L'élargissement de l'OTAN dans les Balkans
La guerre froide est-elle réellement terminée ?
2. EBLONDEC3003.DOC
3. CEN BLONDEAU Claude, armée de terre, France
4. 25 mars 2001
5. DIVISION A
6. mémoire de géopolitique
7. Les Etats-Unis, au travers de l'OTAN, justifient leur volonté d'élargir l'Alliance dans les Balkans en précisant qu'il s'agit d'assurer la stabilité de la région et donc d'établir une paix durable en Europe. Les candidats à l'intégration se sont désormais lancés dans d'importantes réformes internes afin de satisfaire aux critères d'admission édictés par l'OTAN. Pourtant, ils s'interrogent sur leurs possibilités réelles de se voir admettre dans l'Alliance malgré les sacrifices consentis. La Russie, quant à elle, considère l'élargissement comme une véritable agression. Pourtant, les conditions même de cet élargissement pourraient lui offrir des opportunités intéressantes tout en affaiblissant éventuellement l'Alliance.
8. Elargissement / OTAN / Balkans

Table des matières

Fiche documentaire.....	1
Table des matières	2
Introduction.....	3
1 Une Amérique favorable à l'élargissement	4
1.1 Obtenir une paix durable en Europe	4
1.2 Elargir l'OTAN.....	6
1.3 Une intégration méritée	8
2 Les pays des Balkans : des efforts inutiles ?.....	11
2.1 Pourquoi et comment intégrer l'OTAN.....	11
2.2 Intégration ou fragilisation ?.....	21
3 Menace ou opportunité pour la Russie	23
3.1 Sentiment d'un acharnement	23
3.2 La Russie pourrait-elle profiter de l'élargissement de l'OTAN ?	29
Conclusion	35
Annexes	36
Base documentaire.....	37
Carte : Les Balkans.....	40
Carte : La répartition des religions dans les Balkans.....	41
Sigles et acronymes	42
Quelques repères historiques	43

« Le monde bipolaire a disparu » marquant, de fait, la fin de la guerre froide. Cette phrase, tant de fois répétée, avec tellement de certitude semble devenue une lapalissade. Dans les esprits, l'URSS, en perdant la guerre froide, a disparu. Seuls, désormais, les Etats-Unis semblent régner en maître bienveillant sur l'ensemble de la planète, face à une Russie empêtrée dans des problèmes sans fin. Et pourtant...

L'OTAN, relayant la position américaine, annonce sa volonté de poursuivre son élargissement à l'est en incluant, à l'instar de la Grèce ou de la Turquie, de nouveaux pays de la péninsule balkanique. L'Alliance se déclare convaincu qu'il y a là, parade à l'instabilité de la région et donc solution pour une paix durable en Europe. Les conditions d'une éventuelle admission au sein de l'Alliance, édictées par l'OTAN lui-même, ont été acceptées par la plupart des états de la région. Ils oeuvrent désormais pour se mettre en conformité avec les critères d'intégration. Pourtant, d'aucuns considèrent qu'il y a là une tâche trop ardue qui finira par une grande fragilisation des pays des Balkans sans aucunement assurer leur intégration dans l'OTAN. La Russie, quant à elle, considère l'élargissement de l'OTAN comme une agression américaine à son endroit. Néanmoins, les conditions d'un élargissement de l'OTAN à de nouveaux états des Balkans pourraient éventuellement satisfaire les intérêts russes.

1 Une Amérique favorable à l'élargissement

La position officielle des Etats-Unis sur le sujet de l'élargissement de l'OTAN à de nouveaux pays des Balkans s'exprime à travers un document destiné à expliciter la politique américaine pour les quinze prochaines années : « STRENGTHENING TRANSATLANTIC SECURITY - A US strategy for the 21st century » de décembre 2000. Ce texte expose, en particulier, pourquoi et comment il convient de stabiliser les Balkans. Il donne ensuite les raisons qui poussent les Etats-Unis à se montrer favorables à l'élargissement de l'OTAN dans la région. Il présente également les conditions que devront satisfaire les candidats.

1.1 *Obtenir une paix durable en Europe*

Les incertitudes politiques liées à la fin officielle de la guerre froide ont remis en exergue un certain nombre de problèmes ethniques latents dans les Balkans. Cependant, la doctrine officielle américaine précise qu'il n'est pas concevable de se résoudre à condamner la région à être un permanent foyer de guerre. En effet, toute grave violation des droits de l'homme dans les Balkans ou ailleurs, menace directement les valeurs de la société occidentale ; démocratie, liberté, droits de l'homme et économie de marché. En outre, par-delà les valeurs, les Etats-Unis ont un intérêt national vital et permanent à préserver la sécurité en Europe.

Certes, les Etats-Unis ne manquent pas de s'afficher comme les gardiens des valeurs démocratiques. Il convient cependant de rappeler que la défense des droits de l'homme, souvent mise en point d'orgue, n'est pas toujours, pour eux, une priorité de fait. Ainsi, la non-intervention lors de certaines crises africaines récentes ou le soutien aux Talibans ne manquent pas de lever quelques interrogations à ce sujet. Aussi, la deuxième explication paraît plus plausible : La sécurité en Europe est une priorité américaine. La justification en est, d'une part, historique. L'Amérique s'est toujours montrée peu pressée d'intervenir dans les conflits de la Vieille Europe. Cependant, elle fut irrémédiablement poussée à le faire. Et, il convient de se souvenir que les deux conflits mondiaux ont invariablement une des origines balkaniques. D'autre part, la stabilité est la condition sine qua non pour assurer les échanges internationaux. Madame Madeleine Albright, Secrétaire d'état américaine aux affaires étrangères de l'administration Clinton,

affirmait que « l'un des objectifs majeurs de notre gouvernement est de s'assurer que les intérêts économiques des Etats-Unis pourront être étendus à l'échelle planétaire ». Or, le concept stratégique de 1991 annonçait que la principale source d'instabilité en Europe risquait de provenir des difficultés économiques, politiques et sociales des Pays d'Europe Centrale et Orientale (les PECO). L'élargissement de l'OTAN, parce qu'il permet de contrôler implicitement ces pays et de les extraire de la zone d'influence russe, offre alors une des solutions les plus efficaces.

Officiellement, plusieurs éléments rendront possibles la stabilisation de la région.

Ils sont, d'une part, politiques. La démocratie a montré sa puissance¹. Il convient donc de tenter de généraliser ce régime dans les Balkans². Il faudra aussi tisser des liens politiques étroits, en particulier pour une coopération sécuritaire et économique, avec des pays qui tôt ou tard ne manqueront pas d'intégrer l'OTAN et, ou, l'Union européenne.

Ils sont, d'autre part, militaires. La position officielle des Etats-Unis insiste, à ce titre, sur l'importance des forces américaines, conventionnelles (mais aussi nucléaires), pré-positionnées en Europe³. Elles contribuent à montrer la volonté des Etats-Unis de préserver la paix en s'affichant comme un élément essentiel de réaction rapide sur le vieux continent⁴. Elles participent, à cet effet, de plus en plus fréquemment, à des manœuvres conjointes avec des armées des Balkans. Les deux récents conflits des Balkans, Bosnie et Kosovo, ont d'ailleurs permis aux Américains d'implanter des bases directement dans les Balkans, plaçant ainsi des troupes au cœur même d'une zone qu'ils déclarent hautement prioritaire. Il convient aussi de se remémorer l'installation de la base américaine au Kosovo. Les réfugiés alors sur place avaient été priés de se retirer. De plus, les troupes américaines ne s'étaient assignées aucune responsabilité en matière

1 Monsieur William S. Cohen, secrétaire général de la Défense du gouvernement Clinton dans STRENGTHENING TRANSATLANTIC SECURITY : « ...en supportant la démocratie et la liberté dans des régions telles l'Ex-Yougoslavie, les peuples d'Europe et d'Amérique du Nord ont démontré le pouvoir de leurs valeurs partagées ».

2 Peut-être est-il envisageable de discerner, derrière cette volonté, l'explication de l'étonnante affaire Ceausescu en Roumanie ou de la récente éviction de Milosevic en Serbie.

3 Compte tenu des réductions des budgets de défense (sauf pour l'Angleterre) et en dépit des discours officiels européens, le rapport précise, en outre, que leur rôle n'est pas encore en passe d'être assumé conjointement entre des armées du vieux continent (ou par une armée européenne qui n'existe pas encore).

4 Mais aussi en Afrique, au Moyen-Orient ou dans le Golfe Persique.

de camp de réfugiés montrant bien le côté militaire de leur intervention mais certes pas humanitaire.

1.2 Elargir l'OTAN

Officiellement, les Etats-Unis reconnaissent qu'un de leur problème stratégique fondamental est de maintenir l'OTAN comme organisation prééminente pour assurer la sécurité transatlantique et pour ancrer les engagements américains en Europe. L'action en ex-Yougoslavie a d'ailleurs contribué efficacement à redonner à l'OTAN une place prépondérante sur la scène européenne. L'organisation a su en effet montrer sa totale efficacité en comparaison du rôle joué par l'Union européenne. Une ouverture tout d'abord, puis un élargissement pourrait, à cet égard, lui conférer un rôle nouveau, alors que la disparition de l'ennemi potentiel, le Pacte de Varsovie, aurait du conduire à celle de l'OTAN. Cette nouvelle mission continuerait à assurer les intérêts sécuritaires des membres de l'Alliance mais, d'une manière plus générale qu'un plan exclusivement militaire. Il s'agirait d'aider à effacer les lignes de division au sein d'une famille européenne de plus en plus vaste à l'aide des principes précédemment évoqués ; aider à la mise en place d'institutions démocratiques, de règles de droit, d'une économie de marché, développer les libertés individuelles et de régler les crises internationales. Il convient alors de remarquer qu'il s'agit du rôle normalement dévolu à l'Organisation sur la Sécurité et la Coopération en Europe (l'OSCE). Cependant, dans un cadre OTAN, les Etats-Unis possèdent une influence bien plus prépondérante que celle dont ils disposent au sein de l'OSCE⁵.

Elargir l'OTAN, c'est aussi, officiellement, faire preuve d'anticipation sur les blocages résultants d'éventuelles dissensions entre les partenaires lors du règlement des crises. En particulier, c'est éviter de voir les Etats européens de l'OTAN se dissocier des Etats-Unis. Là encore, la position américaine exprime ce qu'elle considère comme la force de l'OTAN face à l'OSCE. Plus globale, l'Alliance se montre plus apte à montrer la cohésion des nations qui la constituent. Les Etats-Unis reconnaissent toutefois, reproche fréquent à l'encontre de l'OTAN, qu'il faudrait laisser plus de poids aux différents partenaires et en particulier, aux plus petits d'entre eux. Or, peut-être y-a-

⁵ Contrairement à l'OTAN, l'OSCE accorde une place beaucoup plus équilibrée entre ses différents membres.

t-il là contradiction. En effet, la cohésion des membres de l'OTAN n'est-elle pas due à la toute puissance des Etats-Unis dans l'organisation ? Il faudrait alors considérer qu'il ne s'agit que d'un simple effet d'annonce destiné à de futurs candidats à l'intégration.

Les différents élargissements de l'OTAN⁶ ont, de plus, toujours contribué à une meilleure stabilité. A cet égard, en 1952, l'OTAN intègre la Turquie et la Grèce. Les pierres d'achoppements entre ces deux pays sont nombreuses. Pourtant, malgré leurs divergences, depuis leur admission au sein de l'Alliance, aucune crise majeure n'est à déplorer, ni entre ces deux états, ni au sein de l'Alliance. Les Etats-Unis considèrent que cela vient de l'organisation même de l'OTAN. Les principes de solidarité sont mis en avant. Les différents membres mettent de côté leurs divergences lorsque l'intérêt commun est en jeu. L'élargissement de l'OTAN dans les Balkans devraient donc participer avantageusement à stabiliser la région.

Chaque nouveau membre a aussi montré la « valeur ajoutée » qu'il apportait à l'organisation. Ainsi, immédiatement après leur admission dans l'Alliance, la République tchèque, la Hongrie et la Pologne démontraient qu'ils prenaient très au sérieux leurs obligations. Ils ont contribué de façon conséquente en troupe à la KFOR (force alliée déployée au Kosovo) et à la SFOR (force de stabilisation déployée lors de la crise du Kosovo). Ils ont participé aux délibérations et leur rôle fut très positif pour améliorer les relations de l'OTAN avec la Fédération de Russie et l'Ukraine. Or, dans le conflit du Kosovo, les différents pays de la région, éventuels candidats à une vague d'élargissement, ont déjà prouvé qu'ils pouvaient s'avérer très utiles ; L'Albanie a, par exemple, laissé la totale disponibilité de son territoire, la Roumanie et la Bulgarie ont concédé l'usage de leur espace aérien.

Une approche intéressante de la doctrine américaine concerne également les menaces sécuritaires qualifiées de transnationales et non traditionnelles. Elles sont multiformes et au cœur des préoccupations des Etats-Unis dans bien des régions du monde. Ainsi, ils ont, par exemple, repensé totalement leur dispositif militaire en Amérique du Sud afin de se concentrer sur la lutte antidrogue et l'immigration

⁶ L'élargissement de l'OTAN n'est pas un nouveau concept. Depuis sa création en 1949, l'Alliance est passée de 12 à 19 membres en 4 vagues d'intégration : 1952, Grèce et Turquie ; 1955, République Fédérale d'Allemagne ; 1982, Espagne ; 1999, République tchèque, Hongrie, Pologne.

clandestine. Or, à partir des Balkans rayonnent nombre d'organisations de crime organisé. La mafia albanaise est ainsi très présente en Europe où elle est surtout réputée dans le trafic de drogue et la prostitution. On peut aussi citer le trafic d'organes et, surtout, le commerce illégal de matières sensibles, en particulier, nucléaires. Les cyber-attaques sont aussi prises très au sérieux en raison des conséquences catastrophiques qu'elles peuvent avoir sur les institutions et l'économie. Or, la crise du Kosovo fut la première où l'informatique a montré le rôle offensif qu'il pouvait jouer (notamment pour agir sur l'information destinée aux populations). Historiquement, la région est également susceptible de voir émerger des groupes terroristes puissants dont les motivations peuvent être multiples, ethniques, religieuses ou nationalistes. Conscients que par la corruption et l'extorsion, ces organisations parallèles sont en mesure de déstabiliser des états fragilisés, les Etats-Unis y voient une menace majeure. Aussi, considèrent-ils qu'un OTAN élargi, pourrait servir de base à une organisation chargée de lutter contre l'ensemble des problèmes sécuritaires transatlantiques. Ils se montrent ainsi convaincus que l'Alliance fournit les structures inter-étatiques nécessaires à parer ce type de menaces.

1.3 Une intégration méritée

Même s'ils s'annoncent en faveur d'un élargissement de l'OTAN, les Etats-Unis précisent que celui-ci ne se fera pas sans condition. L'élargissement n'est pas une fin en soi. Il doit avant tout répondre aux objectifs stratégiques de l'Alliance. L'OTAN a accepté de considérer la question de l'élargissement. La date d'une éventuelle nouvelle intégration est fixée à 2002. Un document, le Membership Action Plan (MAP) fixe les règles qui doivent régir une intégration dans l'Alliance.

Cinq principes ont été énoncés pour permettre aux candidats potentiels de se préparer :

1. **Gérer les difficultés politiques et économiques.** En particulier, les troubles ethniques et les contentieux territoriaux doivent être résolus. Compte tenu des circonstances historiques des Balkans, il est aisé de deviner la complexité de la tâche. D'autant plus que les membres de l'OTAN sont loin d'être tous en concordance avec ce critère. Ainsi, il est possible de trouver de nombreux exemples sans aucunement se

montrer exhaustif. La France a son problème corse, les Britanniques, celui de l'Irlande du Nord. La Grèce a des contentieux avec la Macédoine et bien sûr, avec la Turquie. Il n'est pas à exclure, qu'à l'avenir, ressurgisse un différent entre l'Allemagne et la Pologne au sujet de la Silésie⁷.

Par ailleurs, il faut promouvoir la stabilité par une politique macro-économique solide. Là encore, les futurs candidats de la région, états très pauvres, longtemps soumis à une économie socialiste, ne sont pas en situation de répondre facilement à ce challenge.

2. Etant donné le caractère militaire de l'Alliance, les systèmes de défense sont aussi concernés par les réformes. **Les forces armées doivent être soumises au contrôle civil et démocratique. Elles doivent se tenir prêtes, en capacité, à participer aux missions de l'Alliance.** Cela signifie donc que les structures militaires doivent s'adapter aux structures et aux procédures. Quant au matériel, il devra être inter-opérable avec celui des membres de l'organisation. Tout ceci ne manquera pas de grever encore le budget des candidats.

3. **Le financement des réformes sera à la charge des postulants.** Ils devront disposer de ressources financières suffisantes pour participer à un niveau approprié à l'OTAN. Ainsi, ils doivent effectuer des réformes coûteuses mais, de plus, être en mesure de tenir la durée. Il ne s'agit donc pas que le financement assure uniquement l'intégration, à charge ensuite aux autres membres de l'Alliance de soutenir financièrement les nouveaux intégrants.

4. La sécurité des informations sensibles en accord avec les règles définies par l'OTAN doit être réelle. Il faut donc **mettre en place des réseaux sécurisés conformes à ceux de l'Alliance** tout en étant sûr du personnel qui les exploite. Là encore, il y a un coût. Il y a aussi, sans doute, des changements importants de personnel à faire dans les institutions. Il ne s'agit pas, en effet, que des postes à responsabilité soient tenus par des personnes ayant peut-être des accointances avec d'anciens alliés socialistes. Comment s'assurer aussi contre la corruption qui a prévalu et persiste encore à un niveau très élevé dans ces pays ?

⁷ Au lendemain de la réunification allemande, Messieurs le chancelier Kohl et le ministre des affaires étrangères Gensher évoquèrent le traité de 1954 relatif à la ligne Oder-Neisse tout en se gardant de remettre en cause le statu quo actuel. Peut-on considérer que cela est un pur hasard ?

5. Enfin, il y a de profonds **problèmes légaux à résoudre**. Il faut notamment que des accords internationaux aident à lutter contre le crime organisé. La lutte contre la corruption et les systèmes mafieux doit aussi être effective. Ici aussi, les difficultés seront importantes. En effet, les mafias sont déjà très bien implantées dans les institutions. Or, l'Amérique ou les membres européens de l'Alliance sont loin de méconnaître les difficultés à se parer contre de tels fléaux.

Ce ne sont toutefois pas des conditions sine qua non d'intégration. En effet, chaque membre de l'OTAN devra au préalable fournir son accord. Là, des jeux complexes entre européens peuvent se jouer. Les différents pays des Balkans ont, historiquement, des liens particuliers avec tel ou tel pays actuel membre. Il est aussi possible qu'entre la France et l'Allemagne interviennent des luttes d'intérêts quant à l'hégémonie européenne.

Par ailleurs, conscients de la difficulté des postulants à répondre à l'ensemble des critères, les Etats-Unis précisent qu'ils assisteront les candidats potentiels pour en faire les plus aptes possibles. Ils rappellent toutefois le rôle du congrès et, tout particulièrement du sénat pour les questions de l'élargissement⁸. Jusqu'à présent, le sénat américain n'a jamais rejeté une décision d'élargissement émise par le pouvoir exécutif. Il n'est toutefois pas permis de présager de l'avenir. Pour des raisons de politique interne américaine ou pour des motifs budgétaires, le congrès pourrait éventuellement décréter que l'aide financière apportée aux postulants se montrent trop importante.

Les Etats-Unis précisent en outre, que chaque aspirant sera évalué en dehors de toute considération historique ou géographique. Même si l'ensemble des cinq critères énoncés n'est pas formellement rempli, leurs mérites propres seront jaugés. Ceci doit rassurer les candidats potentiels qui s'attèlent à la tâche. Elle se montre ainsi moins irréalisable qu'il n'y paraît. Au-delà de la réussite, c'est la détermination qui sera jugée. Cependant, le caractère suggestif du choix à l'intégration est renforcé. Peut-être y-a-t-il là de futurs contentieux possibles entre candidats ne comprenant pas, au regard de leurs propres efforts, pourquoi tel pays est intégré et non eux.

⁸ Les deux tiers des votes du sénat américains sont nécessaires pour ce genre de traité.

2 Les pays des Balkans : des efforts inutiles ?

Deux pays balkaniques sont déjà intégrés à l'OTAN : La Grèce dans sa totalité et la Turquie pour la pointe de la péninsule. Les autres se sont portés candidats. Deux d'entre eux, du fait du soutien particulier de la France et de l'Allemagne, se montrent mieux positionnés que les autres pour une éventuelle intégration dans une prochaine vague d'élargissement de l'OTAN¹. Il s'agit de la Bulgarie et de la Roumanie. Certes, il est délicat de déterminer une liste exacte des pays des Balkans et d'aucuns prétendent que la Roumanie n'est pas concernée². Néanmoins, compte tenu de sa frontière avec la Serbie et en regard de sa réaction pendant le conflit du Kosovo, il a été décidé de l'inscrire dans les Balkans. En effet, son attitude ainsi que la politique des alliés vis à vis de son éventuelle intégration dans l'OTAN sont, à bien des endroits, similaires à celles des autres pays des Balkans.

2.1 Pourquoi et comment intégrer l'OTAN

Le sommet de l'OTAN des 10 et 11 janvier 1994 lance le Partenariat Pour la Paix (PPP). Il donne le droit aux contractants de conclure individuellement des accords de coopération militaire avec l'Alliance pour organiser des manœuvres communes, collaborer dans des opérations de maintien de la paix ou échanger des informations par l'envoi d'observateurs mais aussi pour la formation du personnel. Pour les PECO, l'enjeu est toutefois plus large. Il est d'obtenir une véritable intégration dans l'OTAN comme membres à part entière. Il leur faut affirmer leur propre identité et sortir de la sphère d'influence russe³. Ils invoquent à cela plusieurs raisons :

1 Il semble néanmoins que la future vague d'élargissement à l'étude pour 2002 concerne principalement les états baltes et il est loin d'être acquis qu'un état des Balkans fera partie du cortège.

2 Les divers dictionnaires et encyclopédie ne s'accordent pas sur le sujet à l'instar d'ailleurs, des Roumains eux-mêmes. Ainsi des personnalités politiques du pays affirment qu'il n'y a aucune raison valable pour amalgamer la Roumanie à un pays des Balkans. La réputation sulfureuse attachée au terme « Balkans » y est, sans nul doute, pour quelque chose.

3 Pourtant, il est difficile de prétendre que les Balkans étaient réellement dans la sphère d'influence soviétique. Les relations particulières de l'ex-Yougoslavie du Maréchal Tito à l'égard du gouvernement central de Moscou ne manifestent pas en ce sens. Il n'y a peut-être qu'entre la Russie d'alors et la Bulgarie où il serait possible de trouver des relations un peu plus étroites.

- Les PECO considèrent posséder un ensemble de valeurs et une culture identique à ceux de l'Europe de l'ouest⁴.
- Cette Europe médiane se perçoit comme une passerelle entre les parties orientale et occidentale de l'Europe. Elle a donc un rôle stratégique majeur à jouer dans les années à venir. Cette caractéristique ne peut manquer d'importance pour l'OTAN⁵.
- L'OTAN a une vertu pacificatrice et apporte des garanties en matière de stabilité régionale. En outre, à la disparition du Pacte de Varsovie, les tentatives de recomposition de structures défensives, soit sous l'égide de la Russie, soit entre les PECO eux-mêmes, ont toutes échouées. Ainsi, au printemps 1991, la proposition des dirigeants roumains de mettre en place un système de sécurité propre à l'Europe centrale et orientale n'a pas abouti. Il en fut de même de l'idée d'un « OTAN bis » lancée par Monsieur Lech Walesa en mars 1992. L'Union de l'Europe de l'Ouest (UEO), par ailleurs, n'a pas su s'imposer lors du conflit du Kosovo alors que l'OTAN y a montré tout son potentiel⁶. De plus, l'OTAN est la seule organisation qui puisse compter sur l'appui des Etats-Unis. Or, le « parapluie américain », notamment nucléaire, est un atout de taille que n'ont pas les organisations européennes alors qu'il rassure fondamentalement les pays de l'Est de l'Europe.
- La prise en compte des besoins de sécurité des PECO permettra de leur offrir des perspectives politiques. Ils pourront alors « revenir dans l'histoire » en sortant du communisme.

Au regard des cinq critères d'intégration fixés par l'OTAN, force est de constater les difficultés qu'auront les pays des Balkans à satisfaire leur volonté de participer à l'Alliance.

La Croatie

Le printemps 2000 a vu la victoire des réformateurs en Croatie. La lutte contre la corruption et l'abus de pouvoir, caractéristiques du régime de l'ex président, Monsieur

4 Cet argumentation est cependant délicate à prendre en compte pour les pays des Balkans.

5 Et pour les Américains.

6 A ce propos, Monsieur Jiri Dienstbier, alors ministre des Affaires étrangères de la République tchèque, déclarait : « la création d'un mini bloc militaro-politique ou la formation de confédérations ou d'entités similaires n'offrent pas de grandes promesses de stabilité ».

Tudjman, entraîne l'arrestation de nombreuses figures clés de l'ancien régime⁷. La Croatie passe de l'économie dirigée dans un climat isolationniste à l'économie de marché. Les réformes se font dans le sens de la démocratie et du marché libre.

La Croatie a adhéré au Partenariat Pour la Paix. Elle s'est aussi lancée dans une ambitieuse série de réformes. Elle restructure ses institutions. La restructuration des forces armées facilite d'une part la transparence de leur financement, d'autre part, leur contrôle démocratique. L'armée, contrairement à ce qui aurait pu être craint, n'est pas intervenue lors des changements politiques. Elle est désormais en cours de professionnalisation et de modernisation grâce aux ressources consacrées par les Croates eux-mêmes ou par les Occidentaux. Les échanges entre des militaires croates et les armées alliées sont particulièrement nombreux aussi bien dans les écoles qu'au cours d'exercices. Dès 1995, les Etats-Unis étaient les premiers à fournir une assistance militaire directe à la Croatie. Sa partie financière est passée de 65000 en 1995 à 500000 dollars en 2000 soit une somme totale de 2 millions de dollars.

Le gouvernement a promulgué de nombreuses lois sur le respect des différences ethniques, contre la discrimination et pour l'égalité des citoyens. De plus, il s'est engagé à faciliter le travail du Tribunal Pénal International⁸. Ainsi, a eu lieu récemment l'extradition vers La Haye du croate bosniaque, Monsieur Mladan « Tuta » Valetilic. Par ailleurs, la Croatie déclare chercher un règlement pacifique du problème des Bosniaques d'origine croate.

La Croatie a dépensé plus de 2 millions de dollars pour la seule année 2000 afin de réaliser des réformes conformes aux critères d'intégration de l'OTAN. Plus de 90% de ces dépenses ont d'ailleurs été effectuées au profit de pays de l'OTAN. L'intégration à l'OTAN, voulue par le gouvernement en place⁹, ne semble toutefois pas encore pour demain et ce, malgré tous ses efforts¹⁰.

7 Exemple de l'emprisonnement du ministre du tourisme qui avait utilisé l'argent de l'état pour financer la banque de sa femme.

8 Même s'il arrive de déclarer au président croate, Monsieur Stipe Mesic qu'il s'agit d'éviter les erreurs judiciaires qui ont pu avoir lieu par le passé comme les 45 ans de prison pour l'ancien général Tihomir Blaskic.

9 Le président croate Stipe Mesic a visité l'OTAN le 17 juillet 2000 et discuté des changements politiques dans son pays avec Monsieur Lord Robertson.

10 Le Premier ministre croate, Monsieur Ivica Racan insiste sur le fait que la Croatie agit en conformité avec les accords de paix de Dayton, aide au retour des réfugiés, coopère avec le Tribunal pénal

La Bosnie

Au printemps 2000, les modérés font une poussée en Bosnie mais les forces nationalistes se montrent toujours très présentes. Les difficultés du pays concernant les différences ethniques et religieuses sont loin d'être résolues. Malgré l'intervention internationale, les haines restent exacerbées. La Bosnie ne semble donc pas en passe de répondre aux critères d'intégration de l'OTAN.

Les difficultés sont nombreuses¹¹. Les quatre années de guerre ont laissé des rancunes ethniques et vues l'émergence de forces armées rivales. Beaucoup d'individus se sont servis de la guerre pour asseoir leur pouvoir. Les rênes de l'état sont encore largement aux mains de l'ancienne nomenklatura. La crainte des mouvements nationalistes a freiné le processus de paix qui se mettait en place. Dans un tel cadre, la Bosnie ne peut pas se passer de l'aide internationale.

La restructuration du pays a commencé dans l'est de la Bosnie, quand la communauté internationale a soutenu les nouvelles autorités qui prenaient place en lieu et place des anciens représentants officiels renvoyés. Les médias locaux ont été réformés et les criminels de guerre pourchassés. L'Initiative de Stabilité Européenne a permis la création d'une banque centrale et la mise en circulation d'une nouvelle monnaie. Il faut aussi souligner le travail des douanes européennes et la mise en place du Fiscal Assistance Office (FAO). La communauté internationale intervient très profondément en Bosnie. Elle a restructuré les structures étatiques de manière à les rendre plus transparentes¹². Depuis mai 2000, elle a décidé d'aider au redressement économique en agissant plus particulièrement sur les domaines de l'énergie et des télécommunications. Elle essaye d'intéresser à ces marchés lucratifs les différentes ethnies. Cependant, la situation est loin d'être parfaitement stabilisée et, la Croatie est encore susceptible de basculer à tout moment. L'argent en particulier, ne peut tout

international de laHaye et s'est lancée dans une vaste politique de réformes internes. Elle tente même d'aider à la reconstruction de la Bosnie. Pour lui, la démocratie est possible mais reste liée à l'aide internationale qui permettra aussi de joindre, et l'OTAN, et l'Union européenne.

11 L'économie reste faible et le chômage élevé.

12 En particulier le rôle des services secrets a été redéfini.

résoudre. Ainsi, après la guerre, l'aide internationale a profité aux nationalistes pourtant hostiles à l'occident.

La Serbie

Elle nécessite de profondes réformes qui ne manqueront pas d'avoir lieu maintenant que Monsieur Milosevic a été évincé. Beaucoup d'argent est déjà prévu par la communauté internationale pour la reconstruction de ce pays. Il conviendra évidemment de définir le sort des minorités en territoire serbe, au Kosovo en particulier.

La Roumanie

Dès 1989, la Roumanie a exprimé sa volonté de rejoindre à la fois l'OTAN¹³ et l'Union européenne. En 1993, elle a vu son admission à la Conférence sur la Sécurité en Europe (CSCE). En 1993 elle a aussi officiellement annoncé sa volonté d'intégrer l'Alliance atlantique¹⁴. Depuis, elle a pris la tête de l'OSCE en 2001.

Cependant, les challenges économiques restent nombreux. Le pays connaît un grand désordre économique. La Roumanie a toujours été très pauvre. L'intermède du communisme n'a pas arrangé sa situation industrielle. Les grandes entreprises doivent être restructurées ou privatisées. Les secteurs financiers et bancaires doivent eux aussi faire l'objet de réformes urgentes afin d'être susceptibles d'attirer les investissements. Le produit national brut ne cesse de chuter. La récession atteint tout autant l'industrie que le monde agricole. L'inflation décroît mais reste encore à plus de 40%. Le chômage a doublé depuis 1996 et était en 2000 d'environ 12%.

La Roumanie essaye pourtant de réduire sa dette internationale et, en 2000, le Fond Monétaire International (FMI) l'aide en repoussant la date de remboursement d'un prêt consenti de 535 millions de dollars. Il octroie même une tranche supplémentaire de 116 millions de dollars. La réforme fiscale imposée par le FMI et la stratégie adoptée par la Roumanie devrait permettre d'améliorer sa situation économique au point de lui

13 La Roumanie ne souhaite pas pour autant (ou redoute) que sa volonté d'intégrer l'OTAN se fasse au détriment de ses relations avec la Russie. Elle a donc réservé un excellent accueil à la création du Conseil permanent OTAN-Russie. Le ministre des Affaires étrangères, Monsieur Jiri Dienstbier, déclarait à ce sujet : « Cette structure facilitera la compréhension par la Russie du fait que l'élargissement a pour but de favoriser la sécurité et la coopération en Europe et non pas de s'ériger contre un pays en particulier ».

14 Des sondages d'opinion roumains font état de 65 à 80% de la population favorable aux intégrations européenne et euro-atlantique.

permettre d'adhérer à l'Union européenne mais aussi, de financer les réformes de son système de défense conformément aux critères d'intégration de l'OTAN.

En janvier 1994, la Roumanie est le premier pays à adhérer au Partenariat Pour la Paix. C'est un pays qui se montre toujours très actif dans sa participation aux exercices conjoints. Il contribue aux initiatives de coopération avec l'OTAN. Il développe aussi la consultation politique en matière de défense. La Roumanie considère par ailleurs qu'elle a largement montré sa solidarité avec l'Alliance lors du conflit du Kosovo¹⁵. En effet, la Roumanie a souffert des conséquences économiques de la guerre, en particulier, en raison de la destruction par les alliés des ponts sur le Danube¹⁶. Par ailleurs, elle a autorisé son survol, aider au contrôle de l'espace aérien et permit le transit des moyens de l'OTAN¹⁷. De plus, le gouvernement roumain a pris des risques politiques. Une marge importante de la population était opposée aux bombardements alliés. Aujourd'hui encore, les Roumains ne comprennent pas forcément les réformes engagées pour accéder à l'OTAN compte tenu de leur coût et eu égard à la situation économique délicate du pays.

En 1999, la Roumanie a entamé une vaste réforme de son système de défense. Les forces armées doivent être restructurées d'ici 2003 et les équipements modernisés pour 2007. Les effectifs de 330000 en 1990 sont désormais de 168000 et passeront à 112000 en 2003¹⁸. La proportion d'engagés, quant à elle, passera de 55% à 71%. Une grande interopérabilité est recherchée avec l'OTAN¹⁹. Les priorités sont le développement d'une force de réaction rapide bénéficiant de moyens aériens et maritimes stratégiques ainsi qu'une coopération avec l'OTAN dans le cadre de la défense aérienne²⁰. Pour atteindre ces objectifs, le budget de la défense a été augmenté

15 On peut d'ailleurs s'interroger sur les conditions de règlement de la crise du Kosovo dans l'hypothèse où monsieur Ceausescu aurait encore été au pouvoir en Roumanie.

16 Des chiffres roumains font état d'un coût de 100 millions de dollars par an du fait de la destruction des ponts sur le Danube.

17 Déclaration du Ministre des Affaires étrangères roumain, Monsieur Petre Roman : « La Roumanie a prouvé sa solidarité avec l'OTAN en prenant des risques au côté des alliés. Elle a fourni une autorisation sans restriction d'utiliser son espace aérien, établi des liaisons avec l'Alliance, permit le transit des troupes de l'OTAN et des matériels de contrôle de l'espace aérien ont été installés sur son territoire ».

18 Cette réforme, en particulier le reclassement des officiers, peut se montrer délicate sur le plan politique et occasionner un risque supplémentaire pour le gouvernement en place.

19 L'enseignement de l'anglais dans les écoles militaires est tout à fait significatif en ce sens.

20 Cela représente un intérêt évident pour l'OTAN compte tenu de l'utilisation intensive des bombardements dans le règlement des crises. Peut-être faut-il discerner aussi, la mise en place de moyens de détection d'une défense anti-missile américaine.

de 710 à 1190 millions de dollars pour la période 2000-2007. La Roumanie contribue aussi aux forces de maintien de la paix déployées par l'OTAN dans les Balkans. Elle a ainsi, un bataillon du génie soit 200 hommes en Bosnie et une vingtaine de policiers ainsi que du personnel médical au Kosovo.

Le gouvernement roumain s'est lancé également dans des réformes visant à promouvoir les principes démocratiques, l'amélioration de l'état de droit, le respect des droits de l'homme. Il s'est par ailleurs engagé à traiter de façon plus équitable les minorités ethniques, principalement hongroise et rom. En 1996, des Roumains d'origine hongroise sont entrés au gouvernement.

Pourtant, la Roumanie a, de longue date, un contentieux historique avec la Hongrie. Depuis le traité de Trianon de juin 1920, Budapest et Bucarest se querellent tant sur le plan territorial que sur celui de la population au sujet de la Transylvanie roumaine. En effet, la minorité hongroise semble de plus en plus renoncer à son appartenance à la Roumanie. Elle suit en cela Budapest qui ne cache pas sa volonté de récupérer les quelques deux millions d'habitants d'origine hongroise de la zone²¹. Les heurts violents entre les communautés d'origine hongroise et les Roumains de la région, en mars 1990, ont fait une dizaine de morts et plus de 400 blessés. Le mouvement séparatiste de Transylvanie ravive évidemment le lancinant problème d'une révision des frontières. La Roumanie s'attache toutefois ardemment à établir de meilleures relations avec ses voisins. Elle participe à un partenariat stratégique avec la Hongrie²² et la Pologne. Elle a signé des accords trilatéraux avec, la Bulgarie et la Turquie, la Bulgarie et la Grèce, l'Ukraine et la Moldavie²³. Ils ont, en particulier pour but, de lutter contre le crime organisé, le terrorisme international, l'immigration clandestine, les trafics d'armes, de drogue mais aussi la corruption.

La Roumanie, lors du conflit du Kosovo, autorisait l'utilisation de son espace aérien aux avions de l'OTAN au détriment de la Serbie voisine. Elle doit assumer aussi financièrement les destructions des ponts du Danube. Elle a montré par-là de façon nette

21 Un recensement de janvier 1992, avec présence d'observateurs de l'ONU, révèlent que certaines régions de la Transylvanie roumaine sont peuplées d'environ 72% de personnes de souche hongroise contre 23% de Roumains.

22 La composante roumaine d'un bataillon d'infanterie roumano-hongrois était opérationnelle dès 2000.

23 Cette dernière, la Moldavie, inquiète la Roumanie en raison de la grave crise économique qu'elle traverse. La Roumanie a même temporairement stoppé ses exportations d'énergie réclamant des

sa solidarité envers l'Alliance. En décembre 1999, au sommet d'Helsinki, l'Union européenne invitait la Roumanie à commencer les négociations d'intégration en 2000 laissant supposer, par-là, qu'elle allait dans le sens des réformes demandées pour une éventuelle accession à l'OTAN. Elle sait d'autre part disposer du soutien de la France et de l'Allemagne. Elle ne devrait toutefois pas faire partie de la toute prochaine vague d'élargissement qui sera sans doute réservée aux états baltes.

La Bulgarie

Depuis le changement de gouvernement en 1997, la Bulgarie s'est lancée dans un processus de réformes destinées à la mettre en position d'intégrer l'OTAN²⁴. Dès 1998, le Premier ministre, Monsieur Alexander Bozhkov, annonçait que les initiatives gouvernementales anti-criminalité avaient sévèrement frappé les réseaux de crime organisé de la région et s'attaquaient en profondeur à la corruption grâce, en particulier, à une ambitieuse réforme de la justice.

Le gouvernement s'attaque plus particulièrement au contrôle de la circulation des armements, problème crucial en Bulgarie. De nombreux cadres associés aux trafics d'armes ont été condamnés. Des accords concernant le contrôle des frontières ont été signés avec les pays voisins. Des accords de coopération douanière l'ont été avec le Royaume uni, la France et les Etats-Unis. Les renseignements s'échangent avec la Russie et les Etats-Unis pour un meilleur contrôle de ce genre de trafic. Les douanes ont été restructurées pour améliorer la coopération entre leurs différents services mais aussi avec la police des frontières ou les services de la sécurité nationale. Les premiers résultats semblent, à cet égard, assez encourageants²⁵.

La Bulgarie a restructuré ses forces qui devraient se voir réduites d'un tiers de leurs effectifs. Elle s'équipe de matériels aux standards de l'Ouest et réforme son industrie de défense. A cet effet, de nombreuses privatisations ont eu lieu dans ce secteur. Le nouveau gouvernement espère que l'injection d'investissements privés

assurances de paiement. La Roumanie est également soucieuse de la situation politique étant donné l'influence de la Russie dans la rébellion.

24 Le ministre de la défense bulgare, Monsieur Georgi Ananiev déclarait à ce propos, en mars 1999, que le gouvernement bulgare pensait être en mesure d'intégrer l'OTAN en 2001 ou 2002.

25 En octobre 1998, une cargaison de missiles sol-air à destination d'un pays africain a pu être interceptée. Pour l'anecdote, elle mettait en cause une compagnie américano-ukrainienne implantée aux Etats-Unis.

apportera les revenus nécessaires à la modernisation tout en comblant les très importantes dettes de l'industrie d'armement. Il reste toutefois de nombreuses difficultés à contourner. Ainsi, il convient d'adopter une législation qui n'interdit plus aux étrangers de prendre la tête des compagnies d'armements nationales et ce, afin de pouvoir bénéficier de leurs investissements. Il faut revoir un certain nombre de lois qui considèrent les ventes d'armes comme un secret d'état ce qui n'abonde pas dans le sens d'une meilleure transparence internationale. Enfin, les anciennes licences de production d'armement doivent toujours se négocier avec la Russie.

Politiquement, la Bulgarie est confrontée à la présence d'une minorité de Macédoniens mais aussi, à un mouvement autonomiste de nationaux bulgares de souche turque. L'agitation qui en résulte fait l'objet de nombreuses polémiques entre Ankara et Sofia.

Durant le conflit du Kosovo, elle a su montrer sa cohésion avec l'OTAN en laissant la totale utilisation de son espace aérien aux avions de l'Alliance au détriment de la Serbie de monsieur Milosevic. Les réformes engagées ont permis à la Bulgarie de se voir inviter, en décembre 1999, au sommet d'Helsinki, à commencer les négociations d'intégration à l'Union européenne en 2000. Ceci tend à prouver que la Bulgarie se réforme dans le sens voulu par l'OTAN, même si, a priori, elle ne devrait pas faire partie de la prochaine vague d'élargissement en dépit du soutien appuyé de la France et de l'Allemagne.

La Macédoine

Il y a un contentieux traditionnel entre la Turquie et la Macédoine et il en est de même avec la Grèce. Chacun de ses deux voisins considère en effet que la Macédoine est historiquement une de leur province. Cependant l'appartenance à l'OTAN de ces deux pays empêche pour l'instant ces velléités de se manifester.

Début mars 2001, les agissements de l'UCK et des rebelles albanais dans le nord du pays sont beaucoup plus critiques. Rendus possibles et même facilités par la zone d'exclusion décrétée par l'OTAN, ils prouvent que les conflits sont encore potentiellement très forts dans la région malgré la présence des troupes de l'Alliance déployées sur zone.

Le gouvernement macédonien se dit toutefois très intéressé par une intégration du pays dans l'OTAN et à, en ce sens, rejoint le Partenariat Pour la Paix. Il s'est aussi montré solidaire de l'Alliance lors du conflit du Kosovo. Depuis cette crise, le pays accueille les forces de l'OTAN destinées à soutenir la KFOR. Il y eut jusqu'à 30000 soldats étrangers simultanément dans le pays. En 1999, il restait encore 7000 hommes en charge du soutien logistique des contingents de l'OTAN.

Compte tenu des difficultés internes de la Macédoine, rien ne la désigne cependant comme un candidat à haute potentialité d'intégration prochaine dans l'OTAN.

L'Albanie

La situation en Albanie est déplorable. Elle est, en particulier, confrontée à des stocks monstrueux de munitions. A ce sujet, elle a, en mars 1997, demandé l'assistance du Partenariat Pour la Paix. Celui-ci a établi qu'environ 180 hectares étaient pollués par des munitions. Une campagne de presse a été lancée pour prévenir les réfugiés et les habitants du Nord contre les mines déployées par les Serbes sur la frontière. Ne serait-ce que pour lutter contre ce fléau, l'aide internationale paraît indispensable.

L'Albanie est toutefois décidée à intégrer l'OTAN²⁶. Pour preuve de sa bonne volonté, elle a littéralement cédé l'utilisation de son territoire aux troupes de l'Alliance pendant le conflit du Kosovo. Cependant, début mars 2001, les interventions des rebelles albanais et de l'UCK dans le nord de la Macédoine permettent de remettre en cause la bonne volonté affichée. En effet, le soutien de ces bandes armées vient directement d'Albanie, laquelle a des velléités sur la région. Par ailleurs, le gouvernement albanais a de grosses difficultés à lutter contre les entreprises maffieuses, lui-même étant certainement impliqué au premier chef. Le crime organisé est particulièrement florissant au sein du pays et réputé largement actif sur un plan international. L'Albanie n'est donc pas, à l'heure actuelle, en position réellement favorable pour intégrer l'OTAN.

²⁶ Le Premier ministre albanais, Monsieur Lir Meta, lors d'une visite à l'OTAN a traité à ce propos de la situation au Monténégro, du Pacte de stabilité en Europe du Sud-est et des réformes entreprises dans le secteur de la défense.

Pourtant, malgré les sacrifices consentis par ces différents pays, leur intégration au sein de l'OTAN demeure incertaine.

2.2 Intégration ou fragilisation ?

Au congrès américain, un rapport chiffre le coût global de l'élargissement de l'OTAN entre 27 et 35 milliards de dollars répartis sur 13 ans. La somme est donc très importante²⁷. D'après ce document, elle s'explique par l'incapacité pour les nouveaux membres de fournir plus de 35% des ressources nécessaires pour se porter candidat à l'intégration dans l'OTAN. L'effort financier imposé risque donc de laisser des économies exsangues.

Face au conflit du Kosovo, de nombreux observateurs n'ont pas une opinion aussi favorable des résultats que celle exprimée par l'OTAN. Cette autre appréciation est souvent mise en avant par les Russes mais aussi par les opposants à l'intégration dans l'Alliance au sein même des pays des Balkans. Elle trouve par ailleurs appui sur des évaluations faites par des analystes citoyens des pays de l'Alliance, américains notamment²⁸. Cette opinion exprime le fait que les conséquences de la guerre du Kosovo ont été à l'opposé du but annoncé. Le peuple des Balkans, pour lequel, soit disant, l'OTAN se battait, n'a jamais été dans un pire état. Alors que le président Clinton déclarait agir pour sauver des vies, il y a lieu de comparer les 2500 tués de la guerre civile avant le 24 mars au 10000 des onze semaines de bombardement. 1,4 millions de personnes ont été déplacées. Même l'exil des Albanais n'apparaît pas toujours comme le but originel de Monsieur Milosevic. Certains y décèlent plutôt un jeu cynique mis en œuvre par l'UCK²⁹, puis par les bombardements américains. La stabilité de la région s'est encore fragilisée. Le Kosovo est en ruine, l'infrastructure économique serbe est en grande partie détruite. En frappant l'infrastructure électrique et l'eau, ce sont évidemment les civils qui ont été directement frappés. Ainsi, certains remettent en cause la politique de Monsieur Clinton. Ils se demandent « s'il n'a pas puni les innocents pour exprimer son indignation aux coupables ». Les destructions réalisées sur

27 Même si les chiffres du rapport sont contestés en raison des nombreux facteurs qu'il convient ou non de prendre en compte.

28 Voir les articles de Monsieur Michael Mandelbaum, membre du Conseil des relations extérieures, dans la revue américaine *Foreign Affairs* de septembre-octobre 1999.

29 Soutenues par les Américains.

le Danube ne manqueront pas d'effets néfastes sur les économies respectives de la Bulgarie et de la Roumanie. Or, celles-ci n'étaient déjà pas particulièrement florissantes. Pourtant ces deux pays se sont montrés solidaires de l'intervention de l'Alliance. Un tel constat ne peut qu'entraîner des réactions négatives face à l'OTAN. Les pays des Balkans sont par-là même fragilisés, sur un plan économique et sur un plan politique, avant même d'avoir consenti les premiers efforts pour se mettre en condition de se porter candidat à un élargissement de l'OTAN. L'opposition aux gouvernements réformateurs en place pourra facilement profiter de la situation si les pays se voient refuser l'intégration à l'OTAN alors même qu'ils auront fait des sacrifices énormes pour y parvenir.

La réforme des systèmes de défense pourrait aussi avoir des conséquences inverses à celles attendues. Ainsi, la mise aux standards OTAN créera des stocks de matériels de l'ancien Pacte de Varsovie qui ne devraient pas manquer de se montrer forts coûteux. Leur destruction pure et simple aura, elle aussi, un coût que des pays déjà très endettés pourront chercher à éviter d'autant plus que la revente même au rabais, laisse envisager des profits intéressants. Des pays comme la Bulgarie, tristement célèbre pour les ventes d'armes aux pays en crise de la région, pourrait ainsi renouer avec le trafic d'armes. La privatisation de son industrie de défense pourrait alors aller dans un sens opposé à celui de la transparence en rendant au contraire plus difficile le contrôle étatique. Devant les profits potentiels, la lutte contre le crime organisé entamée par ce pays risque bien de se montrer une véritable gageure.

Ainsi, à n'en pas douter, refuser l'intégration à des pays déjà fragiles et s'étant focalisés sur cet objectif risque d'être source d'une importante instabilité dans la région. De même, une admission sélective de certains d'entre eux ne manquera pas d'exacerber des ressentiments toujours prêts à rejaillir de manière particulièrement violente dans cette partie du globe. Pourtant, la position américaine ne permet pas d'envisager une possibilité d'intégration prochaine pour ces pays. Il convient donc de se demander s'ils auront la possibilité ou la volonté d'attendre une hypothétique nouvelle vague d'élargissement.

3 Menace ou opportunité pour la Russie

L'élargissement de l'OTAN est très mal ressenti en Russie pour des raisons psychologiques. Même les démocrates les plus sincères souffrent de l'humiliation de voir leur pays, autrefois si puissant et redouté, pratiquement réduit à la mendicité et condamné à jouer les seconds rôles, voir les spectateurs passifs, face à une Amérique triomphante. L'OTAN reste le symbole de la défaite. L'élargissement de l'Alliance aux PECO est vécu par les autorités russes comme une véritable agression. Il s'attaque, en effet, directement à la perception qu'ont les Russes de leur espace extérieur. Ce sentiment est, de fait, beaucoup plus exacerbé dans la perspective d'un élargissement aux Etats baltes et à l'Ukraine plutôt qu'aux pays des Balkans. Cependant, il n'en demeure pas moins que les Russes verraient dans l'intégration à l'Alliance de ces derniers une nouvelle preuve de leur baisse d'influence.

3.1 *Sentiment d'un acharnement*

Consciente de son affaiblissement, proche de pays réputés instables, en tout cas, en pleine mutation, la Russie ne se sent pas entrée dans une ère de paix. Elle redoute particulièrement ce qu'il pourrait advenir aux niveaux de ses frontières orientales et asiatiques. Elle perçoit donc très négativement un accroissement de l'OTAN sur son flanc ouest. Elle se montre persuadée que les occidentaux et, bien plus encore, les Américains, cherchent ainsi à durablement l'affaiblir et, en tout cas, à l'évincer de la construction européenne. Conformément à ses schémas de pensée traditionnels, la Russie cherche toujours à se constituer un « glacis protecteur », solution idoine à son complexe d'encerclement. Or, toute extension de l'OTAN ne pourra que s'opposer à cette volonté. Elle ressent donc très durement ce qu'elle considère comme une marque de l'ingratitude¹ de l'occident devant les signes de bonne volonté émis en direction de l'ouest².

1 A cet égard, et selon elle preuve supplémentaire, la Russie n'hésite pas à rappeler aussi que Monsieur Mikhaïl Gorbatchev avait donné son accord à l'unification allemande à condition que l'OTAN n'étende pas sa zone d'activité vers l'est.

2 en matière de désarmement notamment.

En Europe, mais surtout aux Etats-Unis, perdure un sentiment puissant à l'encontre de la Russie³. Elle reste l'ennemi d'hier. Pour les Américains, elle demeure sans doute dans les esprits comme la seule puissance ayant réussi à les contrer au vingtième siècle. Ils ne voient donc certainement aucun intérêt à favoriser le retour au premier plan international de l'ex redoutable adversaire. A l'inverse, la Russie essaye de montrer qu'il n'y a pas de rapport entre elle et l'ex Pacte de Varsovie. Celui-ci a disparu en perdant la guerre froide montrant dans le même temps l'échec du système soviétique. La Russie se veut désormais un état neuf en pleine construction. Elle cherche à lutter contre l'amalgame ancré dans les esprits qui tend à assimiler l'ex bloc soviétique et la Russie⁴. Aussi, dès Monsieur Gorbatchev, s'affiche une volonté de dépolitiser le débat. Moscou accepte « l'option zéro » pour résoudre la crise des euromissiles. En 1990, durant la guerre du Golfe, il y a même prise de partie en faveur du camp occidental au détriment de l'ancien allié irakien. Poursuivant ce raisonnement, elle considère très défavorablement la survie de l'OTAN. Le Pacte de Varsovie disparu, l'Alliance aurait du faire de même. Or, elle persiste, tisse de nouveaux liens, et se rapproche sans cesse des frontières russes. La Russie y voit l'expression d'une volonté de définitivement l'éliminer du jeu international.

Certes, la Russie se préoccupe pour l'instant beaucoup plus d'un l'élargissement de l'OTAN aux états baltes et à l'Ukraine plutôt qu'aux Balkans. Au cœur des négociations du moment, une telle éventualité est beaucoup plus prononcée. L'élargissement de l'OTAN dans les Balkans ne pourrait intervenir vraisemblablement qu'ultérieurement. Ses conséquences ne peuvent toutefois pas être négligées. En effet, au fur et à mesure, les transformations politiques internes des états balkaniques mettent en place des gouvernements qui s'affichent favorable à l'intégration. Il y a donc opportunité de voir apparaître un bloc compact, sous l'égide de l'OTAN, incluant l'ensemble des états de l'Europe géographique auquel se joint la Turquie mais excluant la Russie. La Russie, conformément à une de ses craintes traditionnelles, serait alors

3 Il s'agit peut-être aussi d'empêcher la résurgence de toute puissance mondiale capable de contester la suprématie unique des Etats-Unis. Ainsi, Monsieur Zbigniew Brzezinski, ancien conseiller national pour la sécurité du président James Carter déclarait : « une alliance élargie offre une couverture contre le risque improbable, mais réel, que la Russie retourne à son comportement du passé. Elle doit aussi contribuer à l'objectif d'empêcher cela d'avoir lieu ».

4 En mai 1988, Monsieur Georgii Arbatov, alors directeur de l'institut des Etats-Unis et du Canada, dans un interview accordé au magazine Time déclarait toutefois : « Nous allons vous porter un coup terrible, nous allons vous priver d'ennemi ».

clairement séparée de l'Europe occidentale. Le spectre du « couloir sanitaire » entre l'Europe et l'Asie réapparaît.

De surcroît, l'Europe économique et politique serait totalement sous la couverture de l'OTAN. Elle aura alors la plus grande difficulté à s'afficher indépendante des Etats-Unis. Or, sans l'aide de l'Europe, la Russie est consciente qu'elle aura le plus grand mal à réintégrer sa position de grande puissance.

Par ailleurs, dans un tel cadre, il sera sans doute délicat d'envisager une communauté européenne incluant la Russie. Dans une telle configuration, les Etats-Unis n'auront à redouter ni une Europe puissante⁵, ni une Russie revenue au premier plan. La Russie a donc tout intérêt à favoriser les discordes entre états européens et Etats-Unis⁶. La France, avec sa position plus ou moins affranchie, peut, à cet égard, se montrer un partenaire intéressant de la Russie. Il y a un certain nombre de vues communes entre les deux états⁷. Aucun des deux n'est arrivé à obtenir la place qu'il considérait sienne au sein de l'Alliance. La Russie s'est vue refuser purement et simplement son admission. La France, quant à elle, tente de retrouver la place volontairement quittée par le Général de Gaulle. Aussi, chacun d'eux a tenté de promouvoir l'indépendance européenne au travers d'association comme l'OSCE. Il s'agissait de profiter du rôle plus équilibré de chacun contrairement à ce qui se passe à l'OTAN où les Etats-Unis sont nettement prééminents. Par ailleurs, une Europe réellement indépendante et puissance politique, militaire et économique rendait alors caduque une organisation transatlantique. Un tel processus a été bloqué par les Américains. Par la création du Conseil de Coopération Nord Atlantique (COCONA), en novembre 1991, lors du sommet de Rome, l'OTAN s'est renforcé au détriment de l'OSCE. La Russie a tenté depuis de réagir en essayant de renouer des liens privilégiés avec les grandes capitales européennes. Ainsi, le 25 mars 1998 a été créé un axe Paris- Berlin- Moscou. Toutefois, il semble délicat de lui reconnaître la moindre importance significative.

Leur volonté d'intégrer l'OTAN entraîne les pays des Balkans à harmoniser leur matériel avec celui des pays de l'Alliance. Il s'agit pour eux de respecter le critère d'interopérabilité présenté par l'OTAN comme préalable à toute candidature. La Russie

5 Surtout si elle inclut la Russie.

6 A l'instar de ce qui se passait pendant la période soviétique.

7 A cet égard, l'ancien conseiller national pour la sécurité du président James Carter, Monsieur Brzezinski, estimait, dans un article du Figaro du 18 juillet 1990, que la guerre froide avait eu deux grands vainqueurs, les Etats-Unis et l'Allemagne, et deux grands vaincus, la Russie et la France.

discerne de ce fait une preuve supplémentaire de la volonté américaine de réduire son influence et même de tenter de la déstabiliser. Effectivement, de ce fait, la Russie observe une réduction significative et permanente de ses ventes d'armement. Les conséquences se traduisent sur plusieurs plans. Elle prend cela comme un symbole supplémentaire de sa perte d'influence. En outre, elle perd des devises qu'elle recherche par ailleurs compte tenu de sa situation actuelle. En conséquence, elle se lance depuis quelques années dans une politique d'exportations d'armes et de technologies importantes au Moyen-orient et en Asie. Ainsi, au mépris de ses propres intérêts stratégiques la Chine et l'Iran sont devenus les premiers clients de la Russie dans le secteur de l'armement. La Russie pourrait même faire gagner de nombreuses années à la Chine dans la mise au point des systèmes de guidage et des missiles de croisière. Ceci va évidemment à l'encontre de la volonté de stabilisation globale affichée par l'OTAN.

Les Etats-Unis insistent sur le fait que l'ouverture de l'OTAN doit servir non pas à repousser mais bien plutôt à attirer la Russie en direction de l'occident. Il faut lui faciliter ses efforts pour construire une puissance économique en augmentant les relations commerciales et les investissements des Etats-unis et de l'Union européenne. Le but principal est de chercher à minimiser la menace ressentie par la Russie vis à vis des Etats-unis et de l'OTAN tout en étendant la coopération sur les problèmes de sécurité. Il convient ainsi de la faire participer pleinement à la dénucléarisation et à la réduction des armes nucléaires, bactériologiques ou chimiques tout en empêchant leur prolifération. La Russie considère cela comme un discours purement théorique, peu conforme aux agissements pratiques de l'OTAN.

En effet, parallèlement les pays occidentaux expriment clairement leur désapprobation au regard des conditions d'interventions de la Russie, notamment le non-respect des droits de l'homme par les troupes russes comme il a été observé par exemple en Tchétchénie.

Par ailleurs, la doctrine américaine précise aussi qu'il faut renforcer la coopération avec l'Ukraine pour continuer à orienter celle-ci vers l'OTAN. La stratégie des Etats-Unis consiste officiellement à aider l'Ukraine à restructurer ses forces et à augmenter leur interopérabilité avec celles de l'OTAN. Hors, la Russie a toujours eu des relations

privilégiées avec l'Ukraine qu'elle redoute voir quitter sa sphère d'influence⁸. Pourtant, les conditions nécessaires pour intégrer l'OTAN risquent d'écarter l'Ukraine de la Russie d'une façon inacceptable pour cette dernière en raison d'intérêts économiques (ventes d'armes, de gaz et de pétrole) mais aussi militaires (il y a déjà eu le contentieux de la flotte de la mer Noire et il reste la problématique de l'accès à cette dernière).

La Russie ne peut donc que se montrer hostile au rapprochement de l'Ukraine vers les occidentaux. Par ailleurs, la nombreuse population d'origine russe en Ukraine offre les conditions d'une crise de même nature que celle que connaît actuellement la Moldavie. En effet, le mouvement de rébellion moldave est soutenu par la Russie qui profite de la forte population slave en Moldavie pour déstabiliser le pays.

La Russie redoute également la proximité de plus en plus rapprochée de son territoire des forces militaires de l'OTAN. Elle reprend en cela l'opinion même de responsables politiques américains. Ainsi, d'ex sénateurs républicains ou démocrates, mais aussi des diplomates, ont envoyé une lettre au sénat américain pour exprimer leurs craintes face à la politique adoptée par les Etats-Unis. Ils estiment les craintes de la Russie face à l'extension de l'OTAN parfaitement justifiées⁹, d'autant plus que celle-ci aura désormais à ses frontières une Alliance possédant l'arme nucléaire. La non ratification par la Russie des accords START II et le blocage de START III¹⁰ sont donc compréhensibles et vont à l'encontre de la volonté annoncée par les américains de dénucléariser. Il paraît plutôt que les forces nucléaires joueront un rôle essentiel dans la nouvelle donne stratégique européenne et qu'il y a même possibilité d'une nouvelle course aux armements nucléaires. Or, une opinion de plus en plus répandue prétend que le monde soviétique s'est écroulé en tentant de répondre à la course aux armements initiée par l'Amérique¹¹. La Russie semble discerner alors la volonté de reproduire un schéma similaire destiné à définitivement l'épuiser économiquement alors même qu'elle peine à redresser sa situation.

8 L'Ukraine a certainement de bonnes raisons pour jouer actuellement la carte de l'Ouest. Elles sont sans doute plus économiques que sécuritaires. L'apport financier ne sera pas négligeable ne serait-ce que par l'argent fourni pour réduire ou neutraliser la menace nucléaire liée à la catastrophe de Tchernobyl.

9 Suivant l'ampleur d'un futur élargissement de l'OTAN en Europe centrale et orientale, le rapport des forces conventionnelles en Europe pourrait se voir inverser au profit de l'OTAN dans une proportion pouvant atteindre les un pour trois. Il est donc compréhensible de voir la Russie revenir sur les termes du traité sur les Forces Conventionnelles en Europe (FCE). Il faut tenir compte aussi du fait que les Etats-Unis, depuis les interventions dans les Balkans, ont désormais des bases militaires dans la région.

10 START : traité sur la réduction des forces stratégiques.

11 En particulier dans la guerre des étoiles prônée par le président américain, Monsieur Ronald Reagan.

La Russie s'interroge aussi sur les motivations réelles de l'intervention de l'OTAN au Kosovo. En effet, le président de la fédération yougoslave, Monsieur Milosevic, avait toujours fait preuve d'une excellente bonne volonté à l'égard de l'occident et une solution négociée paraissait donc parfaitement envisageable dans la crise émergente au Kosovo. Certes, Monsieur Georges Bush déclarait au Premier ministre yougoslave, Monsieur Ante Markovic, en mars 1991, qu'il s'agissait de maintenir l'unité de la Fédération de Yougoslavie. Cependant, l'ancien ambassadeur des Etats-Unis auprès de l'OTAN, Monsieur Robert E. Hunter, désormais consultant de la Rand Corporation, exprime lui une vision plus large où l'intérêt de l'unité yougoslave n'est pas l'unique but de l'intervention : Le Kosovo « constitue la porte d'entrée dans des régions d'intérêt primordial pour les Occidentaux – le conflit arabo-israélien, l'Irak et l'Iran, l'Afghanistan, la Caspienne et la Transcaucasie, la stabilité en Europe du Sud est essentielle pour la protection des intérêts occidentaux et la réduction des dangers venant de plus loin à l'Est ». Il y a là, en particulier, justification de l'opinion russe concernant la volonté américaine de création d'un couloir reliant directement l'Europe et l'Asie évitant la Russie. C'est la réapparition de la crainte russe traditionnelle du fameux « cordon sanitaire ». La Russie se verrait perdre tout intérêt stratégique. En effet, elle risquerait alors de perdre le rôle, qu'elle juge être le sien, de lien incontournable entre l'Europe et l'Asie. De plus, il peut être considéré que les Américains, en intervenant militairement dans une région plutôt réputée appartenir à la sphère d'influence russe, pouvait renforcer la perte de prestige de la Russie incapable alors d'intervenir.

L'origine de la déstabilisation que connaissent actuellement les Balkans est plus délicate à appréhender¹². Certains observateurs notent le rôle fondamental joué par le lobby croate aux Etats-Unis tout en assurant que les Américains avaient ainsi l'opportunité de se montrer, aux yeux du monde, favorables à une cause musulmane¹³. De même, la plupart des écrits font remonter l'intérêt des américains pour la région à partir de la crise du Kosovo. Pourtant, il est toutefois possible de discerner des éléments

12 Certains observateurs y voient l'influence de la politique allemande intéressée par le démantèlement de la fédération yougoslave afin de renouer ses liens privilégiés avec des alliés du passé. D'autres sont persuadés que le Vatican avait intérêt à voir la création de deux nouveaux états catholiques, la Croatie et la Slovénie (voir cartes de la répartition des religions dans les Balkans en annexe, page.41).

13 De la même façon qu'avec les Talibans en Afghanistan.

faisant remonter cette implication plus avant. L'histoire trouble des causes réelles de la crise roumaine, à l'époque de Monsieur Ceausescu, avec son cortège de manipulations médiatiques peut montrer une planification de grande envergure des réformes dans la région. Celles-ci pourraient d'ailleurs se poursuivre eu égard la crise débutée en mars 2001 dans le Nord de la Macédoine. Elle implique l'UCK et des rebelles albanais. Or, ces troupes sont réputées disposer du soutien des Etats-Unis. De plus, la crise semble pratiquement avoir été organisée par ce qui pourrait sembler l'incompétence des alliés dans les conditions de règlement du conflit au Kosovo. En effet, la zone d'exclusion entre la Macédoine et le Kosovo s'est montrée particulièrement propice aux actuelles interventions de l'UCK et des factions albanaises. La Russie est donc en droit de s'interroger sur les motivations réelles des interventions de l'OTAN dans la région. Il est envisageable que l'on assiste en fait au déroulement d'un plan stratégique à long terme initié par les Américains pour contrôler la région, ce qui ne pourrait se faire qu'au détriment de la Russie¹⁴.

3.2 La Russie pourrait-elle profiter de l'élargissement de l'OTAN ?

Face à de futurs élargissements de l'OTAN en Europe centrale et orientale qu'elle sait ne pas être en mesure de réellement empêcher, la Russie tente de retourner la situation à son avantage ou pour le moins, de limiter leurs conséquences. Elle essaye en quelque sorte de « monnayer » au mieux les éventuelles nouvelles intégrations dans l'Alliance. Elle exige des contreparties.

Elle réclame ainsi, sa pleine participation au G7 (groupe des sept pays les plus industrialisés du monde). Actuellement, le G8 n'est en fait qu'un G7+1, la participation de la Russie ne se faisant pas sur le même pied d'égalité que pour les autres pays. Elle avait obtenu son intégration en cautionnant l'intervention alliée dans la guerre du Golfe en dépit de ses relations privilégiées avec l'Irak. De même, elle a réclamé son adhésion à l'OMC (Organisation Mondiale du Commerce) et à l'OCDE (Organisation pour la

14 Mais certainement aussi de l'Europe. En effet, les Américains pourraient demander aux Européens de résoudre la crise à leur niveau. S'offrent alors trois possibilités. Les Européens s'avouent incapables de gérer le problème et se discréditent durablement. Ils s'engagent dans la résolution de la crise et échouent ce qui ne serait guère mieux. Enfin, ils parviennent à maîtriser la situation. Cette dernière solution est évidemment la plus intéressante dans le cadre de la construction européenne mais, est-ce la volonté américaine de voir celle-ci se concrétiser ?

Coopération et le Développement en Europe) et obtenu des facilités de crédit auprès du FMI¹⁵.

Tout nouvel élargissement de l'OTAN entraînera une inversion de la répartition des forces en Europe. Favorable au Pacte de Varsovie pendant la guerre froide, la tendance s'inverse et pourrait atteindre les « un contre trois » en faveur de l'Alliance. La Russie est donc en position de réclamer une révision du traité sur les Forces Conventionnelles en Europe. Elle pourrait ainsi obtenir au moins les délais nécessaires à redéployer ses forces actuellement orientées face à l'ouest sur d'autres de ses flancs¹⁶. La même problématique se retrouve pour les armes nucléaires. L'éventualité d'un OTAN à ses frontières directes a entraîné la Russie à revoir sa position sur les traités d'interdiction des essais nucléaires, sur la convention sur les armes chimiques. Elle a refusé de ratifier les accords START II et a gelé les négociations concernant START III.

Sur le plan de la politique intérieure, la crainte engendrée par un élargissement de l'OTAN permet, à la Russie, de justifier l'augmentation de ses crédits de défense tout en favorisant la cohésion nationale. Par ailleurs, la position des démocrates russes s'en trouve fortement fragilisée¹⁷. Or, ceux-ci sont déjà en position de faiblesse car, désignés responsables de la perte de prestige de la Russie¹⁸. Par ailleurs, lors de l'opération alliée au Kosovo, le thème de la religion a également permis de fédérer l'opinion nationale. En effet, face à un OTAN présenté comme l'agresseur du peuple orthodoxe serbe, le gouvernement russe a profité des conditions de la crise pour exacerber les sentiments anti-occidentaux.

Les sacrifices consentis par les états des Balkans pour entrer dans l'OTAN pourront, peut-être, à terme, profiter à la Russie. En effet, il convient de se demander quelle sera la réaction de ces pays en cas d'échec à l'intégration ou encore, dans l'éventualité d'une promesse d'admission dans l'Alliance sans cesse repoussée. Il paraît

15 A cet égard, il est difficile de connaître le rôle réel de l'intervention russe sur l'aéroport de Pristina le 12 juin 1999. La thèse du général russe décidant seul d'intervenir avec son bataillon d'infanterie à partir de la Bosnie est délicate à accepter. L'armée russe est loin d'être aussi désorganisée que l'on veut bien le prétendre et les renseignements alliés ne pouvaient pas manquer d'être avertis. S'agissait-il d'une épreuve de force destinée à montrer au monde entier que la Russie était en mesure de provoquer l'occident ? D'une réaction d'orgueil destinée à cacher l'abandon de l'ancien allié serbe ? D'un moyen de pression diplomatique ? Côté OTAN les opinions divergent. Le général Jackson déclare qu'il a évité une troisième guerre mondiale en laissant prendre l'aéroport alors que le général Clark considère, au contraire qu'il fallait à tout prix l'empêcher.

16 Asiatiques par exemple.

17 Ce qui va à l'encontre de la volonté occidentale.

évident que la Russie aura là, l'opportunité d'exacerber les rancunes contre l'Alliance et d'essayer d'attirer, dans sa sphère d'influence, les mécontents. Par ailleurs, une intégration sélective des postulants à l'intégration dans l'OTAN ne manquera pas, non plus, de faire émerger de nouvelles tensions entre ces pays créant ainsi les conditions pour de nouvelles crises régionales impliquant directement les nouveaux membres de l'Alliance.

Ainsi, certains pays exercent déjà une certaine pression sur l'OTAN pour faire prendre en compte ces risques. La Roumanie, par exemple, insiste sur le fait qu'elle a été la première à adhérer au Partenariat Pour la Paix. Qu'en outre, à elle seule, elle représente un territoire et un nombre d'habitants presque aussi important que l'ensemble des huit autres états de la déclaration de Vilnius à savoir la Bulgarie, la Lettonie, la Lituanie, l'Estonie, la Slovaquie, la Slovénie, l'Albanie et la Macédoine¹⁹. Dans ces conditions, la Roumanie considère inenvisageable un nouvel élargissement de l'OTAN dont elle serait exclue. Désormais, il faut tenir compte de la montée du sentiment que « l'OTAN commence à ressembler de plus en plus à un club fermé, doté de règles strictes qui échappent à ses laissés-pour-compte »²⁰.

En Macédoine, les problèmes liés à la présence des troupes de l'OTAN, accidents, fautes de comportement²¹, enveniment les relations entre ce pays et l'Alliance. Le sentiment anti-OTAN ne cesse de prendre de l'ampleur entraînant quelquefois les hommes politiques à critiquer l'Alliance, même au sein d'un gouvernement qui s'est déclaré en faveur de l'intégration dans l'OTAN de son pays. Les reproches concernent essentiellement le non-respect des promesses politiques et financières. La tentative de déstabilisation du pays débutée en mars 2001 par l'UCK et les rebelles albanais réputés

18 Les réactions virulentes de Monsieur Guennadi Ziouganov, chef du parti communiste russe à chaque concession de la Russie à l'OTAN sont, à cet égard, caractéristiques.

19 Le 19 mars 2000, lors de la déclaration de Vilnius, ces pays ont déclaré qu'ils se préparaient à rejoindre l'OTAN.

20 Déclaration issue du Courrier des Balkans du 26 mai 2000.

21 Les troupes de l'OTAN sont ainsi jugées responsables d'environ 140 accidents ayant causés la mort d'une dizaine de personnes, de l'ordre d'une cinquantaine d'incidents criminels et de nombre débordements, de toutes natures, relatés fréquemment dans la presse locale. Un événement, par exemple, à fait grand bruit localement. Lors d'un accident de la circulation impliquant un officier subalterne norvégien des forces de l'Alliance, un ministre, son épouse et leur chauffeur furent tués. L'officier conduisait à contresens sur l'autoroute. La police macédonienne a refusé que l'intéressé soit récupéré par l'OTAN ce qui aurait été pourtant conforme aux règles en vigueur au sein de l'Alliance et l'on fut même à la limite de l'affrontement. L'ambassadeur de l'OTAN en Macédoine, l'allemand Hans Ajf a essayé sans succès de faire comprendre à la Macédoine, qu'en rejoignant le Partenariat Pour la Paix, elle devait respecter les règles de l'OTAN.

soutenus par les Américains ne manquera pas de favoriser encore le mouvement de rejet à l'encontre de l'OTAN.

La Russie peut aussi utiliser le fait que les réformes nécessaires à l'admission dans l'Alliance semblent constituer une mise à genoux de pays déjà faibles économiquement pour servir les seuls intérêts américains. Ainsi, la mise en conformité des matériels avec ceux utilisés dans l'Alliance, va entraîner les postulants à l'intégration dans d'importantes dépenses d'équipement qui s'avèreront fortes intéressantes pour les fabricants américains. En outre, ils vont être confrontés au stockage de leurs anciens matériels qui ne manquera pas d'être fort coûteux mais aussi propice au développement de trafics en tout genre. La Russie peut donc mettre en avant un certain cynisme américain. En effet, les dépenses imposées pour être en position de candidature, liées à une plus difficile lutte contre le crime organisé et la corruption, risquent d'empêcher ces pays d'être en condition d'intégrer l'OTAN.

Laisser ce réaliser l'intégration de pays des Balkans dans l'OTAN peut aussi être un moyen de déstabiliser l'Alliance. Certes, l'OTAN a su, jusqu'à présent, gérer le délicat problème des relations entre la Turquie et la Grèce. Néanmoins, les difficultés risquent de s'amplifier avec l'entrée d'autres états de la péninsule balkanique réputés pour leurs querelles permanentes. D'autant plus que la crise émergente en Macédoine est susceptible d'avoir des répercussions dans la Grèce voisine et même en Turquie, ne serait-ce que par afflux de réfugiés. L'OTAN risque donc de se voir confrontée à des crises sérieuses, voir à des conflits, entre ses membres. Une telle éventualité serait évidemment particulièrement difficile à gérer pour l'Alliance mais, éventuellement propice à une Russie désireuse de porter un coup fatal à l'OTAN.

L'élargissement de l'OTAN aux pays des Balkans peut aussi être prétexte à exacerber les dissensions entre Européens et Américains. Or, celles-ci pourraient à terme s'avérer néfaste pour l'Alliance, voir même, annoncer la possibilité, pour la Russie, de participer à une « grande Europe » dont elle serait un acteur majeur. Aussi, l'action diplomatique russe visant à exacerber les tensions entre Europe de l'ouest et Etats-Unis est, à nouveau d'actualité et, semble-t-il, avec un certain succès.

Les Etats-Unis semblent avoir trouvé dans l'OTAN un formidable instrument pour façonner le monde selon leurs intérêts. Ils sont les véritables détenteurs du pouvoir au sein de l'organisation. Aucune décision n'est imposée aux états membres. Ces derniers

doivent se concerter et, compte tenu des rapports de force, les Etats-Unis n'ont pas de mal à imposer leur volonté. A cet égard, tout nouvel élargissement risque d'asseoir encore davantage leur domination. Le partage des fonctions est, lui aussi, favorable aux Américains. Si les Européens disposent par tradition du poste de Secrétaire général, c'est-à-dire de la plus haute fonction politique, les Etats-Unis, eux, se sont octroyés les commandements militaires, cœur même du pouvoir décisionnel dans une alliance militaire. Il est d'ailleurs révélateur que l'autorité de nomination des deux commandements, SACEUR²² et SACLANT²³, soit le président des Etats-Unis, sans aucune consultation des Européens. Les Etats-Unis disposent, à travers l'OTAN, d'un instrument souple et très avantageux pour imposer leurs intérêts. Les frais financiers sont partagés entre les membres. Le nombre de GI's exposés est réduit par la participation des autres contingents ce qui ne manque pas d'importance pour l'opinion publique américaine.

L'OTAN, par ses entraves au développement d'une défense européenne, préserve la suprématie américaine. Le secrétaire d'état William Cohen résume la stratégie des Etats-Unis à la formule « No Peer », pas de puissance comparable et d'énoncer les éventuelles rivales, la Chine, l'Inde, la Russie et, l'Union européenne. Le refus de confier le commandement Sud à un Européen constitue la preuve la plus tangible de la stratégie américaine d'entrave²⁴. L'OTAN pourrait ainsi redevenir le cadre politique unique et global pour l'extension de la protection militaire, des intérêts économiques et du leadership politique des Etats-Unis sur l'Europe occidentale. Ainsi, le choix de 1999 comme date butoir à la première vague d'élargissement après la désintégration de l'URSS a été annoncé unilatéralement et soudainement par Monsieur Bill Clinton à Detroit le 22 octobre 1996 montrant l'attitude américaine d'un leadership absolu. Par ailleurs, les Etats-Unis font des sommations de plus en plus fréquentes à l'encontre de l'Union européenne pour qu'elle accélère sa propre procédure d'élargissement. La décision américaine d'élargir l'OTAN pourrait donc se traduire aussi par une volonté de gagner du temps et, en jouant sur les divisions occidentales, de réduire singulièrement les chances de l'émergence d'une véritable Identité Européenne de Défense Stratégique (IEDS). Elle pourrait aussi confirmer la volonté américaine de s'assurer l'échec de l'UEO. Les Etats-Unis semblent considérer l'europanisation de la structure militaire

22 Commandement suprême des forces alliées en Europe.

23 Commandement suprême allié de l'Atlantique.

comme une nécessité purement technique. Elle pourrait assurer l'utilité de l'OTAN même en cas d'abstention américaine pour une crise donnée. Ils ne semblent toutefois pas favorables à ce que cette identité européenne accède également à l'existence politique²⁵.

La Russie peut reprendre à son compte cette argumentation pour tenter de séparer définitivement les intérêts européens et américains ce qui annoncerait évidemment la disparition de l'OTAN mais aussi l'opportunité de relations privilégiées entre l'Europe de l'ouest et la Russie que semble rechercher le président russe, Monsieur Poutine. Il s'agit avant tout de lutter contre le monde unipolaire à l'américaine tout en redonnant à la Russie la possibilité de reprendre une place de première importance sur le plan mondial.

24 Même si les récents rapprochements franco-britanniques sur cette question permettent d'entrevoir des évolutions favorables à l'Union européenne.

25 Les dirigeants européens les plus favorables à ce pilier européen (Français et Allemands notamment) ont aussi été ceux qui ont poussé à un élargissement de plus grande ampleur lors du sommet de Madrid.

Les Balkans semblent se retrouver une nouvelle fois au cœur d'enjeux géopolitiques de première importance. Ainsi, il ne s'agit pas de se montrer trop crédule. La volonté d'élargir l'OTAN affichée par les Américains n'a certes pas pour but unique d'assurer une paix durable en Europe. A contrario, les Etats-Unis n'ont, sans doute, aucun intérêt à affaiblir trop durement une Russie déjà sévèrement diminuée. Cette dernière pourrait alors se voir amener à réagir d'une façon catastrophique pour la stabilité mondiale.

Pourtant, les Etats-Unis n'ont pas non plus de raisons de faciliter l'émergence d'adversaires aptes à remettre en cause leur actuelle domination sans partage. Il n'y a donc pas lieu d'imaginer qu'ils pourraient favoriser le retour sur la scène internationale, au même niveau, de l'ancien concurrent d'hier, ni d'ailleurs de l'Europe, et encore moins d'une grande Europe incluant la Russie.

Transformés en unique empire dominateur, les Etats-Unis risquent pourtant de susciter contre eux et leur outil de prédilection, l'OTAN, la formation d'un môle de résistance autour de la Russie et de la Chine. Des relations se nouent d'ailleurs entre ses deux grands de même qu'entre la Russie et l'Inde. Le monde se divisera peut-être en nouveaux blocs antagonistes et de la logique de leur affrontement pourrait naître une autre guerre froide sans doute plus redoutable encore que la précédente.

Ainsi, dix ans après la chute du mur de Berlin, les nouvelles crises dans les Balkans ont peut-être mis en exergue la continuité d'une guerre froide entrée dans une nouvelle phase d'affrontements.

Annexes

Base documentaire	37
Carte : « Les Balkans »	40
Carte : « La répartition des religions dans les Balkans »	41
Sigles et acronymes	42
Quelques repères historiques	43

Base documentaire

Ouvrages

Géopolitique de la Russie

Monsieur Jean-Christophe ROMER, professeur de géopolitique à l'Ecole Spéciale Militaire de Saint-Cyr et au Collège Interarmées de Défense.

Strengthening Transatlantic Security - A US strategy for the 21st century

décembre 2000

disponible sur Internet à l'adresse www.defenselink.mil/pubs/eurostrategy2000.pdf

Revue spécialisées

Revue Stratégique n°56 du 4^{ème} trimestre 1992

« l'effondrement de la puissance russe et mutation du système international »

Monsieur Hervé COUTAU-BEGARIE, professeur de stratégie au Collège Interarmées de Défense.

Revue Stratégie et Défense n°4 du premier trimestre 1999

« L'Union européenne et les enjeux de la politique internationale »

Monsieur ELFALLEH ABDALLAH SALLAH'EDDYN, auteur et écrivain, conseiller pour le Moyen-orient.

« Une humeur sur le Kosovo – Une guerre exemplaire ? »

Monsieur Ludovic WOETS, conseiller en intelligence stratégique.

Revue américaine Foreign Affairs de septembre-octobre 1999

«L'OTAN et le Kosovo »

Monsieur Michael MANDELBAUM, membre du Conseil des relations extérieures.

Revue de la Défense Nationale de décembre 1999

« Les enjeux mondiaux de l'affaire du Kosovo – 25 mai, 4 juin 1999 »

Monsieur Gabriel ROBIN, ambassadeur de France, membre du conseil d'administration du Comité d'études de défense nationale.

« L'OTAN et la Yougoslavie »

Monsieur Georges OUTREY.

« Les enseignements stratégiques de l'opération de l'OTAN au Kosovo »

Général (2s) Alain BAER, Chercheur à la FRS.

« Le Kosovo : une nouvelle forme de conflit dans l'après-guerre froide »

Monsieur André GLUCKSMANN, philosophe.

NATO review – summer-autumn 2000 : « Building stability in the Balkans »

« Making up for lost time »

Monsieur Ivica RACAN, Premier ministre croate.

« Cultivating Croatia's military »

Monsieur Kristan J. WHEATON.

« Romanian reflections »

Monsieur Radu BOGDAN.

« Helping Albania manage munitions »

Monsieur Richard WILLIAMS.

« Balkan breakthrough ? »

Monsieur Christopher BENNETT.

La lettre diplomatique, numéro 50

« L'armée roumaine dans la perspective de l'intégration européenne et euro-atlantique »

Monsieur Sorin FRUNZEVERDE

Ministre de la Défense de Roumanie

Articles de presse

Radio Free Europe – Radio Liberty 1997

« Bulgaria/Slovakia : More preparation needed for NATO membership »

Madame Julie MOFFETT.

Le Monde diplomatique de juin 1998, pages 18 et 19

« Quand les occidentaux poussent les nouveaux états indépendants loin de Moscou »

Monsieur Jean RADVANYI, professeur à l'Institut National des Langues et Civilisations Orientales (INALCO), directeur de l'Observatoire des Etats post soviétiques.

Le courrier des Balkans du 17 septembre 1999

« Macédoine : les candidats en campagne se demandent si l'OTAN ne s'éternise pas »

Le courrier des Balkans du 30 novembre 1999

« Moldavie/Roumanie : la crise politique en Moldavie fait monter la tension dans la Roumanie voisine »

Human Rights Watch 1999

« Bulgarie : The road ahead »

Le monde diplomatique de mars 2000

« Le sud-est de l'Europe sous l'emprise de l'OTAN »

Monsieur Paul-Marie de la GORCE, journaliste et écrivain.

Le courrier des Balkans du 26 mai 2000

« Roumanie/Otan : Ballet diplomatique »

The Nucear Age Peace Foundation du 27 décembre 2000

« NATO Expansion »

« NATO's EXPANSION : Provocation, Not Leadership »

Conférences

Journée d'études du Centre d'Etudes et de Recherches Internationales (CERI) du vendredi 8 décembre 2000 sur le thème :

« La Russie face à l'élargissement à l'Est de l'OTAN et de l'Union Européenne »

Intervenants :

- Chris Donnelly, conseiller spécial pour les affaires d'Europe centrale et orientale du secrétariat général de l'OTAN
- Nicole Gnesotto
- Françoise de la Serre
- Constantin Marienko
- Anne de Tinguy, CERI-CNRS
- Andréï Zagorski
- Céline Bayou
- Isabelle Facon
- Georges Sokoloff
- Hélène Carrère d'Encausse.

Les Balkans



La répartition des religions dans les Balkans



Sigles et acronymes

COCONA	Conseil de Coopération Nord-Atlantique.
CSCE	Conférence sur la Sécurité et la Coopération en Europe.
FAO	Fiscal Assistance Office.
FMI	Fond Monétaire International.
KFOR	Force alliée déployée au Kosovo.
IEDS	Identité Européenne de Défense Stratégique.
MAP	Membership Action Plan.
OCDE	Organisation pour la Coopération et le Développement en Europe.
OMC	Organisation Mondiale du Commerce.
OSCE	Organisation sur la Sécurité et la Coopération en Europe.
OTAN	Organisation du Traité de l'Atlantique Nord.
PECO	Pays d'Europe Centrale et Orientale.
PPP	Partenariat Pour la Paix.
SACLANT	Commandement suprême des forces alliées en Europe.
SFOR	Force de stabilisation.
SACEUR	Commandement suprême allié de l'Atlantique.
START	Traité sur la réduction des armements stratégiques.
UCK	Armée de libération du Kosovo.
UEO	Union de l'Europe de l'Ouest.

Quelques repères historiques

4 avril 1949

Traité de Washington : naissance de l'OTAN pour lutter, dans le contexte de la guerre froide, contre les menaces d'une invasion soviétique et de la subversion communiste en Europe occidentale. Il y a alors 12 états signataires : la Belgique, le Canada, le Danemark, les Etats-Unis, la France, l'Islande, l'Italie, le Luxembourg, la Norvège, les Pays-Bas, le Portugal et le Royaume-Uni.

1952

La Grèce et la Turquie intègrent l'OTAN.

1955

La République Fédérale Allemande intègre l'OTAN.

1982

L'Espagne intègre l'OTAN.

1989

Chute du mur de Berlin

5 et 6 juin 1990

Au Sommet de Londres se met en place une politique de liaison diplomatique pour intensifier les contacts entre les ennemis d'hier et développer une certaine transparence entre membres et non-membres de l'OTAN.

8 décembre 1990

Disparition officielle de l'empire soviétique.

25 décembre 1990

Démission du président de l'URSS, Monsieur Mikhaïl GORBATCHEV.

1991

Guerre en Croatie.

1 juillet 1991

Dissolution du Pacte de Varsovie.

20 décembre 1991

L'OTAN lance le COCONA. Il associe les 16 membres de l'Alliance et 9 de leurs anciens adversaires : Hongrie, Pologne, Tchécoslovaquie, Roumanie, Bulgarie, Lituanie, Lettonie, Estonie et Russie.

1992

Guerre en Bosnie.

Le traité de Maastricht prévoit une défense commune en Europe.

10 et 11 janvier 1994

Lancement du PPP au Sommet de l'OTAN. Les contractants peuvent conclure individuellement des accords de coopération avec l'Alliance. La Roumanie est le premier pays à adhérer.

1995

Guerre en Bosnie.

3 juin 1996

Accord de Berlin sur la création de l'IEDS.

27 mai 1997

Signature à Paris de l'Acte fondateur sur les relations, la coopération et la sécurité mutuelle entre l'OTAN et la Fédération de Russie.

1999

Guerre au Kosovo.

12 mars 1999

La Pologne, la République tchèque et la Hongrie intègrent l'OTAN. La France, l'Allemagne et l'Italie étaient alors favorables à une intégration également de la Slovaquie, de la Slovénie et même de la Roumanie.

19 mars 2000

Déclaration de Vilnius. 9 pays dont l'Albanie, la Bulgarie, la Roumanie, la Slovénie et l'ex République yougoslave de Macédoine ont déclaré qu'ils se préparaient à rejoindre l'OTAN.

Avril 1999

Traité de Washington pour le cinquantenaire de l'OTAN. Le MAP y fixe les conditions à remplir par d'éventuels candidats à l'intégration dans l'Alliance.